DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES LANGUES OFFICIELLES

ON PREND LA DÉFENSE DU COMMISSAIRE

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, je prends la parole pour dire quelques mots à la défense de M. D'Iberville Fortier, le commissaire aux langues officielles du Canada. Il a défendu avec vigueur et efficacité les droits des francophones hors-Québec. Lorsque l'une des localités que je représente, celle de Kaspuskasing, en Ontario, était en conflit au sujet du bilinguisme officiel, il était présent par ses encouragements, son appui et ses conseils. Je tiens à l'en remercier.

Aujourd'hui, parce qu'il a exprimé certaines inquiétudes au sujet des droits des anglophones au Québec, on le condamne et on s'en prend à lui. J'invite tous mes collègues de la Chambre qui ont participé à ces critiques injustes à revoir leur position.

Quant au premier ministre du Québec et à tous les députés de l'Assemblée nationale de cette province, je les invite à se départir de leur hypersensibilité. Je leur rappelle qu'ils font partie d'un pays qui s'étend d'un océan à l'autre, de l'île de Vancouver à Terre-Neuve.

Dans notre pays si vaste, si magnifique et si beau, une telle mesquinerie n'a sa place dans aucune région. Les critiques adressées à l'endroit de ce fonctionnaire dévoué du Parlement ont été excessives et sévères et elles n'étaient pas du tout nécessaires.

* * *

LES AFFAIRES ETHNIQUES

LA CÉLÉBRATION TENUE PAR LA COMMUNAUTÉ GRECQUE DE
TORONTO

M. Alan Redway (York—Est): Monsieur le Président, en fin de semaine dernière, les 120 000 membres de la communauté grecque de la région métropolitaine de Toronto ont célébré l'anniversaire de l'indépendance de la Grèce par un magnifique défilé et un grand banquet.

L'année dernière, à la même occasion, M. Steve Triantis, professeur à l'Université de Toronto, a parlé au nom de toutes les communautés ethniques qui représentent 40 p. 100 des Canadiens quand il a dit:

Les dirigeants de tous les partis politiques doivent savoir qu'aucun groupe ethnique au Canada ne détient le monopole de l'excellence en intelligence et en éducation. Nous exigeons de participer à part entière et égale à la vie politique, sociale, culturelle et économique de ce pays. Nous attendons des mesures concrètes, surtout en ce qui concerne les nominations aux organismes et agences.

En fin de semaine, après une année décevante, il a ajouté:

Les dirigeants de tous les partis politiques seront jugés selon leurs actes et non selon leurs promesses. Nous nous exprimons aujourd'hui par des paroles, nous le ferons demain par nos votes.

Article 21 du Règlement

LES PÊCHES

LA RÉDUCTION DES PRISES DE SAUMONS QUINNAT

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, au cours des 30 dernières années l'échappée de saumon quinnat dans la partie inférieure du détroit de Géorgie est passée de 30 000 à 4300. C'est pour cette raison que j'appuie, à regret, la réduction de 20 p. 100 des prises annuelles pour tous les secteurs de l'industrie de la pêche.

Pour réduire de 20 p. 100 les prises des pêcheurs sportifs, la limite individuelle de prise sera ramenée de 20 à 8 saumons. Vu que 95 p. 100 des pêcheurs sportifs de Colombie-Britannique ne prennent déjà pas plus de huit saumons, cette nouvelle politique ne les touchera pas, mais elle va frapper le secteur des bateaux affrétés et les fournisseurs de matériel de pêche.

Les bateaux de pêche à la traîne seront aussi durement touchés par la réduction de 20 p. 100, vu qu'elle s'ajoutera aux autres réductions imposées depuis 1984. Ils craignent de se voir finalement exclus de l'industrie.

Les pêcheurs à la seine ont peur que la réduction sur le saumon quinnat leur coûte leurs journées les plus productives pendant les grosses remontées de saumon rose et de saumon sockeye. Les Indiens se verront aussi imposer des réductions de leur pêche traditionnelle.

Espérons que ces réductions coûteuses, couplées au programme de mise en valeur, permettront de parvenir au but recherché et que les stocks de saumon quinnat recommenceront à augmenter.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE REFUS DE VERSER DES PRESTATIONS À UN HOMME DE
SCARBOROUGH

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, après avoir quitté son employeur à la suite d'une restructuration administrative, un de mes électeurs de Scarborough-Ouest a lancé sa propre entreprise qu'il a dû fermer après 18 mois d'efforts.

Bien qu'il ait contribué durant 27 ans à la caisse de l'assurance-chômage, on lui a appris qu'il n'était pas admissible aux prestations parce qu'il n'avait pas contribué à la caisse durant 10 semaines pendant l'année précédente. Il a cependant appris également qu'il y aurait été admissible s'il avait passé ces 18 mois en prison.

J'en parle à la Chambre parce que nous avons là le cas d'un homme qui a tenté de lancer une entreprise et à qui on a refusé ce qu'il aurait pu obtenir s'il avait commis un délit. J'en parle parce que parfois, comme nous le rappelait Dickens, «la loi est bête» et doit être dénoncée.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ARMÉNIENS—ON DEMANDE L'UNIFICATION DE LA RÉGION
DE NAGORNY KARABAKH

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, depuis l'arrivée au pouvoir, en Union Soviétique, du Secrétaire